

Ministère  
de la Justice

Québec 

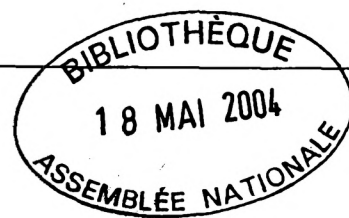
## ÉTUDE DES CRÉDITS

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

Renseignements  
particuliers

Année 2004-2005

Service de la planification, de l'analyse et du suivi budgétaire  
Le 22 avril 2004



Étude des crédits  
2004-2005

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

---

**Général**

- |     |  |    |
|-----|--|----|
| 70. | Bilan des réalisations du Plan stratégique 2001-2004 de l'Office des professions du Québec.  | 1  |
| 71. | Copie des prévisions de référence qui serviront à l'élaboration du Plan stratégique 2004-2007 qui sera présenté au Conseil du trésor.  | 7  |
| 72. | Pour les années 2002-2003 et 2003-2004, indiquer :   | 8  |
|     | <ul style="list-style-type: none"><li>♦ La liste des employés de l'Office des professions du Québec ainsi que leur rémunération en indiquant leur titre et les dates de début et de la fin de leur mandat, le cas échéant;</li><li>♦ La liste des personnes et membres qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, le cas échéant;</li><li>♦ La liste des personnes et membres qui ont été nommés en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, le cas échéant.</li></ul> |    |
| 73. | Nombre, nature et résultat des plaintes acheminées à l'Office des professions du Québec et nombre de cas portés devant les ordres professionnels concernés avec une brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus, et ce, pour 2002-2003 et 2003-2004.  | 14 |
| 74. | Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires au Conseil des ministres à l'égard desquels l'Office des professions a émis des commentaires et nature de ces commentaires.   | 16 |

**Particulier**

- |     |   |    |
|-----|---|----|
| 75. | Bilan de la réalisation du Plan d'action ministériel sur la mise à jour du système professionnel québécois incluant un état de situation pour chacun des six projets.   | 17 |
| 76. | État de situation de mise en œuvre de la Loi 90, <i>Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé</i> et indiquer :   | 21 |
|     | <ul style="list-style-type: none"><li>♦ État d'avancement des travaux sur l'article 37.1 de la loi qui doit entrer en vigueur à une date qui reste à déterminer, indiquer l'échéancier prévu pour sa mise en vigueur;</li><li>♦ État d'avancement des travaux sur l'article 12 de la loi qui doit entrer en vigueur à une date qui reste à déterminer, indiquer l'échéancier prévu pour sa mise en vigueur.</li></ul> |    |
| 77. | État de situation du deuxième rapport Bernier. Échéancier prévu pour chacun des ordres professionnels visés. État de situation des consultations et échéancier de mise en œuvre du rapport incluant les prévisions de dépôt de projets de loi.  | 22 |
| 78. | Études, avis, recommandations à l'égard du projet de loi 41, <i>Loi modifiant le Code des professions</i> .   | 25 |

## **ORIENTATION STRATÉGIQUE 1 – UN SYSTÈME PROFESSIONNEL PERFORMANT**

### **Poursuivre la mise à jour du système professionnel québécois**

#### **1. Contribuer à l'assouplissement et à l'allègement du cadre réglementaire en proposant des allègements à la réglementation et à son processus.**

Un premier groupe de travail constitué principalement de représentants des ordres professionnels s'est consacré à réviser les diverses dispositions législatives édictant les obligations faites aux ordres en vue de faciliter et de rendre plus efficace l'accomplissement de leur mission. Les travaux se sont échelonnés sur deux ans. Les orientations envisagées ont fait l'objet d'une consultation générale des ordres sur divers sujets, notamment sur un allègement des processus réglementaires, un meilleur contrôle des candidats à l'exercice de la profession et des membres de l'ordre, ainsi que des mesures mieux adaptées aux impératifs de mobilité des professionnels.

Le rapport propose près de deux cents recommandations dont la plupart appellent des modifications au Code des professions. L'Office a préparé un projet préliminaire de Code modifié visant à donner les suites appropriées à ce rapport. Des consultations auprès de plusieurs ordres professionnels ont été effectuées au printemps 2003. Cet exercice a permis de constater l'adéquation entre les modifications suggérées au Code et les recommandations formulées. Le projet devrait bientôt être soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles, avant qu'on procède à une consultation auprès de l'ensemble des ordres professionnels.

#### **2. Assurer que le système professionnel offre des garanties de compétence, de responsabilité et d'intégrité :**

- en améliorant le rendement des mécanismes de contrôle : l'inspection et la discipline :

Un autre groupe de travail, constitué dans le même esprit que pour le projet 1 s'est penché sur les améliorations à apporter aux principaux mécanismes de contrôle de l'exercice professionnel, soit l'inspection professionnelle et la discipline. Plus précisément, les recommandations se rapportent à un bureau du syndic mieux organisé, plus cohérent et mieux outillé et visent à rendre le comité de discipline plus efficace et rapide.

Les réflexions et consultations ont été menées en suivant le même modèle que pour le volet 1. Les modifications à apporter au Code font l'objet actuellement d'un dernier examen avant d'être soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles en vue de procéder à une consultation plus formelle de l'ensemble des ordres professionnels.

- en actualisant le rôle de l'Office dans ses interventions à l'égard du maintien de la compétence et des règles d'accès à la profession :

Des pressions s'exercent en vue de l'allongement et du rehaussement de la formation initiale donnant accès au permis de plusieurs ordres professionnels. Pour illustrer la situation, certaines professions pour lesquelles un diplôme collégial est exigé demandent au gouvernement d'exiger un diplôme universitaire, alors que d'autres à l'égard desquels un baccalauréat est déjà

désigné souhaitent dorénavant une maîtrise et même un doctorat. Ces faits ne sont pas sans avoir des incidences majeures sur les mécanismes de désignation des diplômes et sur la concertation entre ministères et organismes concernés.

L'Office a effectué des démarches pour mettre sur pied un comité représentatif des milieux concernés par l'élaboration et la mise à jour des programmes d'études universitaires et collégiales qui donnent accès à un permis des ordres professionnels. Ces initiatives n'ont pas donné de résultat. On devra procéder à une nouvelle mise en commun de la problématique et préciser les enjeux avant de relancer le dossier.

- en analysant et en révisant au besoin les règles applicables à l'assurance responsabilité professionnelle :

Le Code des professions a été modifié en 2001 visant la production, par l'Office des professions, d'un rapport au gouvernement au plus tard le 21 juin 2002, concernant l'application des dispositions relatives à la garantie que doit fournir le membre d'un ordre professionnel. Un premier rapport a effectivement été produit par l'Office en juin 2002.

Ce rapport contient d'une part, le bilan de la situation actuelle en matière de garantie personnelle offerte par les professionnels et expose les actions entreprises par l'Office des professions et les ordres professionnels pour obliger les membres à détenir une garantie suffisante pour assurer la protection du public. D'autre part, il fait le bilan des démarches entreprises en 2001-2002 par les ordres professionnels en regard de l'assurance que leurs membres doivent détenir pour la société à responsabilité limitée où ils exercent leurs activités professionnelles.

L'Office poursuit ses activités de surveillance, notamment en incitant les ordres professionnels à se conformer à l'obligation d'adopter le règlement sur l'assurance de responsabilité personnelle. L'Office portera une attention particulière aux règlements concernant l'exercice en société notamment quant à l'obligation de garantie pour la société qui en découle. L'Office veut ainsi favoriser l'émergence d'une réglementation cohérente et conforme aux objectifs de protection du public.

### 3. Assurer la mise en oeuvre de la modernisation de l'organisation professionnelle du secteur de la santé et des relations humaines.

L'adoption de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé (Projet de loi 90) en juin 2002 a marqué l'aboutissement des travaux de l'Office au regard des professionnels de la santé oeuvrant principalement dans le réseau public des soins. Les nouvelles dispositions permettent désormais à ces derniers d'agir en misant sur le plein potentiel des ressources du réseau, dans un esprit de collaboration entre les disciplines, tout en maintenant la vigilance requise en ce qui a trait à la protection du public.

L'entrée en vigueur de la loi a entraîné des effets sur la réglementation et des modifications ont dû être apportées. Il reste encore certaines situations à corriger et l'Office est en relation constante avec les ordres professionnels concernés et avec les institutions du réseau de la santé, afin d'apporter les correctifs appropriés.

**4. Revoir le champ de pratique des ingénieurs pour tenir compte des nouvelles conditions d'exercice.**

L'Office a produit en 2001 un document de travail dans lequel il propose quatre orientations devant servir à la révision de la loi. L'Ordre des ingénieurs et celui des technologues professionnels se sont entendus pour qu'un Comité d'experts analyse ces orientations et propose des voies de mise en œuvre. Une première réunion du comité n'a pas permis de faire consensus sur la façon de faire progresser la réflexion.

Après consultation des ordres concernés au cours du mois de décembre 2003, l'Office a pu relancer les travaux en précisant son approche d'analyse et en modifiant de 3 à 5 membres la composition du Comité d'experts. Le nouveau comité a tenu sa première rencontre le 6 avril 2004.

**5. Autoriser de nouveaux modes d'exercices professionnels pour permettre des formes modernes de regroupement.**

Le Projet de loi 169 a été présenté à l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> décembre 2000 et adopté en 2001. Il a mené à l'introduction au Code des professions de la faculté, accordée à chacun des ordres professionnels, d'autoriser par règlement ses membres à exercer leurs activités professionnelles au sein de deux types de sociétés: la société en nom collectif à responsabilité limitée et la société par actions. Ce régime nouveau est notamment caractérisé par un aménagement plus souple qu'auparavant de la responsabilité professionnelle.

Ainsi habilités, plusieurs ordres professionnels ont entrepris d'examiner les conditions à prévoir pour l'autorisation, y incluant les adaptations aux règles déontologiques qui deviendraient requises, quant à la dénomination sociale et aux honoraires notamment. L'Ordre des comptables agréés a, depuis février 2003, un règlement d'autorisation approuvé par le gouvernement et en vigueur, alors que celui du Barreau, approuvé récemment par le gouvernement, devrait entrer en vigueur dans quelques jours.

D'autres projets sont à différentes étapes du processus d'adoption, dont ceux du Collège des médecins, des arpenteurs-géomètres, des comptables généraux licenciés, des dentistes, des ingénieurs, des notaires, des opticiens d'ordonnances, des pharmaciens, des médecins vétérinaires, des podiatres, des optométristes, des architectes, des agronomes et des audioprothésistes.

**Contribuer au développement économique et social**

**1. Favoriser les adaptations nécessaires des champs d'exercice et des règles de pratique.**

- L'Office a entrepris en collaboration avec les ordres concernés une vaste étude visant la vérification publique en matière de comptabilité.

On peut par ailleurs souligner les réalisations suivantes :

- Détermination de normes associées au permis de directorat de laboratoires de prothèses dentaires;
- Établissement de listes de médicaments qu'un podiatre ou qu'un optométriste peut prescrire;
- Intégration des thérapeutes en réadaptation physique à l'ordre des physiothérapeutes;
- Étude de l'opportunité de créer un ordre des enseignants.

**2. Soutenir le développement de pratiques multidisciplinaires.**

- L'Office offre un soutien constant aux ordres dans leurs activités réglementaires à cet égard.

### 3. Assurer une veille stratégique des expériences hors Québec.

- L'Office n'a pas réussi à dégager les ressources pour exploiter pleinement le potentiel des technologies.

## **Faire connaître les orientations et les résultats du système professionnel**

Développer des stratégies pour faire connaître les orientations et les résultats du système professionnel en :

- soupesant les bénéfices nets du système professionnel ;

Un cadre d'analyse des facteurs à considérer pour une évaluation avantages/coûts des réglementations professionnelles au Québec a été développé. Cet exercice a fait ressortir que l'évaluation de ces avantages se heurte à de nombreuses difficultés conceptuelles et factuelles.

- développant les outils nécessaires pour une meilleure connaissance du système professionnel.

Des comités de travail ont permis d'identifier les données nécessaires à la connaissance du fonctionnement du système professionnel. Des travaux sont en cours pour développer une base de données qui va permettre d'en évaluer la performance.

## **ORIENTATION STRATÉGIQUE 2 – UN SYSTÈME PROFESSIONNEL OUVERT SUR LE MONDE**

### **Faciliter la mobilité des professionnels québécois et étrangers**

Dans le cadre du commerce intérieur canadien, soutenir la négociation et la mise en oeuvre des ententes de reconnaissance mutuelle en :

- assurant le partage de l'information sur les orientations gouvernementales et l'évolution des travaux ;

Dans le cadre d'une action continue de mise en oeuvre du chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), l'Office :

- a participé aux réunions du Groupe de travail fédéral-provincial sur les accords de commerce;
- a examiné et a commenté les ententes de reconnaissance mutuelle de plusieurs professions;
- a soutenu certains travaux du coordonnateur québécois de la mobilité de la main-d'œuvre;
- a identifié divers ajustements pouvant être apportés à l'encadrement juridique professionnel pour faciliter la mise en oeuvre des ententes;
- a également continué à assurer la diffusion de l'information à ce sujet auprès des ordres professionnels.

- s'assurant que les ordres possèdent les moyens nécessaires pour la mise en oeuvre des ententes de reconnaissance mutuelle.

Dans le cadre des échanges internationaux, participer au développement des positions québécoises en concertation avec les ordres.

Conformément à l'échéancier de négociations établi à Doha, les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), comme le Canada, ont présenté leurs demandes initiales à l'été 2002. L'Office a procédé à l'analyse des demandes concernant les services professionnels que le Canada a reçues en provenance d'une vingtaine de pays. Les recommandations de l'Office ont été intégrées à la position du gouvernement du Québec dans le cadre des négociations commerciales internationales.

Approuvée par le conseil des ministres le 5 mars 2003, cette position servira de guide pour les négociations à l'égard de l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS), mais aussi les divers accords multilatéraux, comme la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), ou bilatéraux, comme l'Accord de libre-échange Canada-Chili. L'offre initiale canadienne présentée à l'ensemble des membres de l'OMC le 31 mars 2003 reflétait cette position. Par ailleurs, l'Office a continué d'assurer la diffusion de l'information à ce sujet auprès des ordres.

### **ORIENTATION STRATÉGIQUE 3 – UN CADRE DE GESTION DYNAMIQUE**

#### **Développer une gestion par résultat.**

Découlant des obligations de la Loi sur l'administration publique, l'Office s'est doté dès le printemps 2001, d'un plan stratégique et d'une déclaration de services aux citoyens. L'Office va déposer dans les prochaines semaines son 3<sup>e</sup> rapport annuel de gestion. Des travaux sont en cours pour déposer un plan stratégique 2004-2007 qui prendra en compte les résultats des rencontres qui se tiennent depuis quelques semaines avec l'ensemble des ordres professionnels.

#### **Réviser les processus de travail internes et assurer la circulation de l'information**

Dès le départ, l'Office s'est doté d'un processus de révision des processus de travail basé sur la participation directe des ressources internes. Les principaux processus révisés concernent :

- le cheminement de la correspondance;
- le suivi des mandats;
- la diffusion des décisions disciplinaires;
- la gestion documentaire.

#### **Contribuer au développement des compétences du personnel.**

L'Office s'est doté d'un plan de développement des compétences du personnel basé sur les besoins de développement individuel de même que les besoins de l'organisation. L'ensemble des besoins est révisé annuellement et la direction de l'Office se donne des priorités organisationnelles. L'Office investit environ 2% de sa masse salariale pour le développement des compétences de son personnel.

**Maintenir un niveau élevé de protection des renseignements personnels.**

Une inspection périodique des systèmes est effectuée pour s'assurer du respect des renseignements personnels; l'Office tient également des activités de sensibilisation auprès du personnel et s'assure que les contrats de services professionnels auxquels il est partie contiennent des dispositions visant à assurer la protection des renseignements personnels par les ressources visées.



P.71 Copie des prévisions de référence qui serviront à l'élaboration du Plan stratégique 2004-2007 qui sera présenté au Conseil du trésor.

---

NON APPLICABLE.

P.72 Pour les années 2002-2003 et 2003-2004, indiquer :

- a) La liste des employés de l'Office des professions du Québec ainsi que leur rémunération en indiquant leur titre et les dates du début de la fin de leur mandat, le cas échéant;
  - b) La liste des personnes et membres qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, le cas échéant;
  - c) La liste des personnes et membres qui ont été nommés en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, le cas échéant.
- 

**72 a) Année 2002-2003**

Voir annexe 1

**Année 2002-2003**

Voir annexe 2

**72 b) Année 2002-2003 et 2003-2004**

Voir annexe 3

**72 c) Année 2002-2003 et 2003-2004**

Voir annexe 3

## ANNEXE 1

Liste des membres du personnel de l'Office des professions du Québec

Période du 1<sup>er</sup> avril 2002 au 31 mars 2003

| Nom           | Prénom        | Fonction                     | Échelle de traitement |            | Mandat        |             |
|---------------|---------------|------------------------------|-----------------------|------------|---------------|-------------|
|               |               |                              | Minimum               | Maximum    | Date de début | Date de fin |
| AMYOT         | DIANE         | NOTAIRE                      | 35 412,00             | 94 969,00  | N/D           |             |
| BOISSONNEAULT | LUCIE         | AGENT DE RECHERCHE           | 33 833,00             | 64 142,00  | N/D           |             |
| BOUDREAU      | JEAN-PHILIPPE | TECH. DROIT                  | 9,74 \$/h             | 12,28 \$/h | N/D           | 2002-08-09  |
| BOULET        | MARIE-CLAUDE  | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 9,74 \$/h             | 12,28 \$/h | N/D           | 2002-08-23  |
| BOURQUE       | DOROTHÉE-ANNE | AVOCATE                      | 35 412,00             | 94 969,00  | 2000-12-01    |             |
| CARON         | STÉPHANE      | TECH. INFORMATIQUE           | 31 138,00             | 44 361,00  | 2002-04-01    | 2002-09-27  |
| CARRIER       | DENIS         | AGENT DE RECHERCHE           | 33 833,00             | 64 142,00  | N/D           |             |
| CHAUMEL       | CHRISTINE     | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 412,00             | 33 403,00  | N/D           |             |
| CHOUINARD     | CLAUDE        | TECH. INFORMATIQUE           | 31 138,00             | 44 361,00  | 2002-02-07    | 2002-09-27  |
| CONTANT       | ANDRÉ         | AGENT DE RECHERCHE           | 33 833,00             | 64 142,00  | N/D           | 2002-06-14  |
| DALLAIRE      | SOPHIE        | AVOCATE                      | 35 412,00             | 94 969,00  | 2002-11-12    |             |
| DIONNE        | SYLVIE        | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 412,00             | 33 403,00  | N/D           |             |
| DUBOIS        | HÉLÈNE        | AGENT DE RECHERCHE           | 33 833,00             | 64 142,00  | N/D           |             |
| DUMONT        | ANNE          | BIBLIOTHECNIENNE             | 27 760,00             | 41 238,00  | N/D           | 2002-10-04  |
| DUSABLON      | DANIEL        | TECH. INFORMATIQUE           | 31 138,00             | 44 361,00  | 2003-03-04    |             |
| FERLAND       | PIERRE        | AVOCAT                       | 35 412,00             | 94 969,00  | N/D           |             |
| GAUVIN        | RÉAL          | AGENT DE RECHERCHE           | 33 833,00             | 64 142,00  | N/D           |             |
| GIRARD        | ÉLISE         | TECH. DROIT                  | 9,74 \$/h             | 12,28 \$/h | 2002-05-27    | 2002-08-09  |
| JONCAS        | MARTIN        | ANALYSTE EN INFORMATIQUE     | 34 437,00             | 63 598,00  | N/D           |             |
| LABBÉ         | GENEVIÈVE     | AVOCATE                      | 35 412,00             | 94 969,00  | 2002-12-30    | 2003-03-14  |
| LAFRANCE      | LISE          | AGENT DE RECHERCHE           | 33 833,00             | 64 142,00  | N/D           |             |
| LAJEUNESSE    | HÉLÈNE        | CONS. GESTION RESS. HUMAINES | 45 164,00             | 64 142,00  | N/D           |             |
| LEFEBVRE      | DIANE         | PRÉPOSÉE AUX RENSEIGNEMENTS  | 27 048,00             | 34 243,00  | N/D           |             |
| LEMIEUX       | ANNE-MARIE    | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 412,00             | 33 403,00  | N/D           |             |
| LESAGE        | FRANCE        | AVOCATE                      | 35 412,00             | 94 969,00  | N/D           |             |
| LEVESQUE      | CLAUDE        | TECH. INFORMATIQUE           | 31 138,00             | 44 361,00  | N/D           |             |
| MARTIN        | JULIE         | AVOCATE                      | 35 412,00             | 94 969,00  | 2001-11-20    | 2002-07-19  |
| MARTINEAU     | DENISE        | BIBLIOTHECNIENNE             | 27 760,00             | 41 238,00  | N/D           |             |
| MATHIEU       | LUCIE         | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 412,00             | 33 403,00  | N/D           |             |
| MORENCY       | GEORGETTE     | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 412,00             | 33 403,00  | N/D           |             |
| MORIN         | LYNN          | TECH. ADMINISTRATION         | 27 541,00             | 41 311,00  | N/D           |             |
| PAQUET        | GUYLAINE      | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 412,00             | 33 403,00  | N/D           | 2003-03-03  |
| PAQUETTE      | MICHEL        | AVOCAT                       | 35 412,00             | 94 969,00  | N/D           |             |
| PÉPIN         | GINETTE       | SECRÉTAIRE PRINCIPALE        | 33 567,00             | 38 389,00  | N/D           |             |
| PLANTE        | YVES          | TECH. EN DROIT               | 27 541,00             | 41 311,00  | N/D           |             |
| PLANTE        | YVES          | TECH. ADMINISTRATION         | 27 541,00             | 41 311,00  | N/D           |             |

N/D : Non disponible

**Liste des membres du personnel de l'Office des professions du Québec**  
**Période du 1<sup>er</sup> avril 2002 au 31 mars 2003**

| Nom          | Prénom       | Fonction              | Échelle de traitement |           | Mandat        |             |
|--------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------|---------------|-------------|
|              |              |                       | Minimum               | Maximum   | Date de début | Date de fin |
| POISSON      | JEAN-MARTIN  | AVOCAT                | 35 412,00             | 94 969,00 | 1999-08-02    |             |
| POITRAS      | LINE         | AGENT DE RECHERCHE    | 33 833,00             | 64 142,00 | N/D           |             |
| RÉMILLARD    | ROSAIRE      | AGENT DE RECHERCHE    | 33 833,00             | 64 142,00 | N/D           |             |
| ROY          | JOCELYNE     | AVOCATE               | 35 412,00             | 94 969,00 | N/D           |             |
| SALVAS       | MARIE-FRANCE | AVOCATE               | 35 412,00             | 94 969,00 | 2001-11-12    | 2002-12-13  |
| VACHON       | SYLVIE       | TECH. ADMINISTRATION  | 27 541,00             | 41 311,00 | N/D           |             |
| VAILLANCOURT | NATHALIE     | AGENTE DE SECRÉTARIAT | 31 142,00             | 33 403,00 | N/D           |             |

**Liste du personnel d'encadrement**

| Nom    | Prénom    | Fonction        | Traitement | Mandat        |             |
|--------|-----------|-----------------|------------|---------------|-------------|
|        |           |                 |            | Date de début | Date de fin |
| RENY   | CHRISTIAN | CADRE           | 87 370,00  | N/D           |             |
| ROCHON | ANDRÉ     | CADRE JURIDIQUE | 87 010,00  | N/D           |             |
| SPARER | MICHEL    | CADRE           | 83 057,00  | N/D           |             |

## ANNEXE 2

*Liste des membres du personnel de l'Office des professions du Québec  
Période du 1<sup>er</sup> avril 2003 au 31 mars 2004*

| Nom           | Prénom        | Fonction                     | Échelle de traitement |              | Mandat        |             |
|---------------|---------------|------------------------------|-----------------------|--------------|---------------|-------------|
|               |               |                              | Minimum               | Maximum      | Date de début | Date de fin |
| AMYOT         | DIANE         | NOTAIRE                      | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | N/D           |             |
| AUCLAIR       | MAUD          | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 467,00 \$          | 33 458,00 \$ | 2003-12-18    |             |
| BOISSONNEAULT | LUCIE         | AGENT DE RECHERCHE           | 34 510,00 \$          | 65 425,00 \$ | N/D           |             |
| BOURQUE       | DOROTHÉE-ANNE | AVOCATE                      | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | 2000-12-01    |             |
| CARRIER       | DENIS         | AGENT DE RECHERCHE           | 34 510,00 \$          | 65 425,00 \$ | N/D           |             |
| CASSISTA      | ANNIK         | BIBLIOTHECNIENNE             | 27 851,00 \$          | 41 384,00 \$ | 2004-02-16    | 2004-03-26  |
| CHAUMEL       | CHRISTINE     | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 467,00 \$          | 33 458,00 \$ | N/D           |             |
| CHOUNARD      | CLAUDE        | TECH. INFORMATIQUE           | 31 759,00 \$          | 45 256,00 \$ | 2003-06-10    |             |
| COMEAU        | MARIE-JOSÉE   | TECH. EN DROIT               | 28 088,00 \$          | 42 133,00 \$ | 2003-05-05    | 2004-01-02  |
| DALLAIRE      | SOPHIE        | AVOCATE                      | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | 2002-11-12    | 2003-07-25  |
| DIONNE        | SYLVIE        | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 467,00 \$          | 33 458,00 \$ | N/D           |             |
| DUBOIS        | HÉLÈNE        | AGENT DE RECHERCHE           | 34 510,00 \$          | 65 425,00 \$ | N/D           |             |
| DUSABLON      | DANIEL        | TECH. INFORMATIQUE           | 31 759,00 \$          | 45 256,00 \$ | 2003-03-04    |             |
| FERLAND       | PIERRE        | AVOCAT                       | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | N/D           |             |
| FORTIN        | HÉLÈNE        | AVOCATE                      | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | 2004-02-18    |             |
| GAGNÉ         | MONIA         | TECH. EN DROIT               | 28 088,00 \$          | 42 133,00 \$ | 2004-01-05    |             |
| GAUVIN        | RÉAL          | AGENT DE RECHERCHE           | 34 510,00 \$          | 65 425,00 \$ | N/D           |             |
| GOSELIN       | KARINE        | ATTACHÉE D'ADMINISTRATION    | 46 067,00 \$          | 65 425,00 \$ | 2004-01-19    |             |
| JONCAS        | MARTIN        | ANALYSTE EN INFORMATIQUE     | 35 126,00 \$          | 64 870,00 \$ | N/D           |             |
| LAFRANCE      | LISE          | AGENT DE RECHERCHE           | 34 510,00 \$          | 65 425,00 \$ | N/D           |             |
| LAJEUNESSE    | HÉLÈNE        | CONS. GESTION RESS. HUMAINES | 46 067,00 \$          | 65 425,00 \$ | N/D           |             |
| LAROSE        | CARMEN        | TECH. ADMINISTRATION         | 28 088,00 \$          | 42 133,00 \$ | 2003-10-14    |             |
| LEBLANC       | GINA          | AVOCATE                      | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | 2004-01-19    |             |
| LEFEBVRE      | DIANE         | PRÉPOSÉE AUX RENSEIGNEMENTS  | 27 595,00 \$          | 34 937,00 \$ | N/D           |             |
| LEMIEUX       | ANNE-MARIE    | TECH. ADMINISTRATION         | 28 088,00 \$          | 42 133,00 \$ | N/D           |             |
| LESAGE        | FRANCE        | AVOCATE                      | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | N/D           |             |
| LESSARD       | DENIS         | AGENT DE RECHERCHE           | 34 510,00 \$          | 65 425,00 \$ | 2004-02-16    |             |
| LEVESQUE      | CLAUDE        | TECH. INFORMATIQUE           | 31 759,00 \$          | 45 256,00 \$ | N/D           |             |
| MARTINEAU     | DENISE        | BIBLIOTHECNIENNE             | 27 851,00 \$          | 41 384,00 \$ | N/D           |             |
| MATHIEU       | LUCIE         | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 467,00 \$          | 33 458,00 \$ | N/D           |             |
| MERCIER       | CATHERINE     | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 10,60 \$/H            | 14,94 \$/H   | 2003-04-30    | 2003-08-29  |
| MORENCY       | GEORGETTE     | AGENTE DE SECRÉTARIAT        | 31 467,00 \$          | 33 458,00 \$ | N/D           |             |
| MORIN         | LYNN          | TECH. ADMINISTRATION         | 28 088,00 \$          | 42 133,00 \$ | N/D           |             |
| PAQUETTE      | MICHEL        | AVOCAT                       | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | N/D           | 2004-01-16  |
| PÉPIN         | GINETTE       | SECRÉTAIRE PRINCIPALE        | 34 243,00 \$          | 39 156,00 \$ | N/D           |             |
| PLANTE        | YVES          | TECH. EN DROIT               | 28 088,00 \$          | 42 133,00 \$ | N/D           |             |

**Liste des membres du personnel de l'Office des professions du Québec**  
**Période du 1<sup>er</sup> avril 2003 au 31 mars 2004**

| Nom          | Prénom      | Fonction              | Échelle de traitement |              | Mandat        |             |
|--------------|-------------|-----------------------|-----------------------|--------------|---------------|-------------|
|              |             |                       | Minimum               | Maximum      | Date de début | Date de fin |
| PLANTE       | YVES        | TECH. ADMINISTRATION  | 28 088,00 \$          | 42 133,00 \$ | N/D           |             |
| POISSON      | JEAN-MARTIN | AVOCAT                | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | 1999-08-02    |             |
| POITRAS      | LINE        | AGENT DE RECHERCHE    | 34 510,00 \$          | 65 425,00 \$ | N/D           |             |
| RÉMILLARD    | ROSAIRE     | AGENT DE RECHERCHE    | 34 510,00 \$          | 65 425,00 \$ | N/D           |             |
| RICHARD      | SÉBASTIEN   | TECH. COMMUNICATIONS  | 10,60 \$/H            | 14,94 \$/H   | 2003-05-12    | 2003-08-29  |
| ROY          | JOCELYNE    | AVOCATE               | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | N/D           |             |
| ROY          | JULIE       | AVOCATE               | 35 412,00 \$          | 94 969,00 \$ | 2003-11-17    | 2004-01-30  |
| VACHON       | SYLVIE      | TECH. ADMINISTRATION  | 28 088,00 \$          | 42 133,00 \$ | N/D           |             |
| VAILLANCOURT | NATHALIE    | AGENTE DE SECRÉTARIAT | 31 467,00 \$          | 33 458,00 \$ | N/D           |             |

**Liste du personnel d'encadrement**

| Nom     | Prénom    | Fonction        | Traitement    | Mandat        |             |
|---------|-----------|-----------------|---------------|---------------|-------------|
|         |           |                 |               | Date de début | Date de fin |
| RENY    | CHRISTIAN | CADRE           | 89 286,00 \$  | N/D           |             |
| RINFRET | MARIE     | CADRE JURIDIQUE | 109 325,00 \$ | 2003-12-01    |             |
| ROCHON  | ANDRÉ     | CADRE JURIDIQUE | 106 285,00 \$ | N/D           | 2003-09-26  |
| SPARER  | MICHEL    | CADRE           | 89 524,00 \$  | N/D           |             |

**ANNEXE 3**

**P.72 b) La liste des personnes et membres qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, le cas échéant.**

| NOM      | PRÉNOM | TITRE                  | DÉBUT<br>MANDAT | FIN<br>MANDAT |
|----------|--------|------------------------|-----------------|---------------|
| BERGEVIN | RÉJEAN | MEMBRE À TEMPS PARTIEL | 2002-04-22      | 2005-03-23    |
| BOYER    | GISÈLE | MEMBRE À TEMPS PARTIEL | 2002-04-22      | 2005-03-23    |

**P.72 c) La liste des personnes et membres qui ont été nommés en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, le cas échéant.**

| NOM     | PRÉNOM | TITRE  | DÉBUT<br>MANDAT | FIN<br>MANDAT |
|---------|--------|--|-----------------|---------------|
| LEMOYNE | GAÉTAN | PRÉSIDENT DE L'OFFICE DES<br>PROFESSIONS DU QUÉBEC | 2003-09-29      | 2008-09-29    |

**P.73** Nombre, nature et résultat des plaintes acheminées à l'Office des professions du Québec et nombre de cas portés devant les ordres professionnels concernés avec une brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus, et ce, pour 2002-2003 et 2003-2004.

---

Le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) a prévu un certain nombre de recours pour le public en matière professionnelle et a désigné certaines entités pour traiter ces recours au sein des ordres eux-mêmes. Ainsi, le public peut s'adresser au Syndic de l'ordre, au Comité de révision de l'ordre, et au Comité de discipline de l'ordre. Enfin, pour faire appel d'une décision du Comité de discipline, le plaignant, tout comme le professionnel, peuvent faire appel, en dernier ressort, au Tribunal des professions composé de juges de la Cour du Québec.

L'Office des professions du Québec n'apparaît pas dans la chaîne des recours formels prévus à la loi. L'organisme n'a donc pas autorité pour infléchir ou renverser les décisions des entités auxquelles la loi a attribué compétence pour enquêter ou juger.

Il arrive toutefois que des personnes s'adressent à l'Office pour indiquer leur préoccupation ou leur insatisfaction à propos des recours qu'ils ont exercés. L'Office reçoit et traite ces demandes en respectant le cadre limité de son mandat en cette matière. Il joue plutôt un rôle de facilitateur, dans l'esprit de permettre aux personnes qui s'adressent à lui d'exercer leurs recours normalement auprès des instances compétentes.

À cette fin, l'Office veille principalement à donner à ses correspondants les renseignements nécessaires à une bonne compréhension de leur situation et à leur orientation parmi les divers recours. Il veille également à favoriser le retour à une communication utile entre le correspondant et l'ordre lorsqu'il y a problème à cet égard. Ce faisant, l'Office n'intervient pas quant au fondement de la demande. Il se limite à vérifier que les personnes concernées font face à un processus normal ou que l'ordre est sensibilisé à un aspect apparemment anormal et y remédie.

L'Office n'étant pas un point de passage obligé pour l'exercice des recours, les données relatives à ces plaintes ne constituent pas un portrait exhaustif des problématiques vécues dans le système. Elles ne permettent pas d'établir des comparaisons de performance entre les 45 ordres. Les situations sont en effet trop variables d'un ordre à l'autre quant au nombre des membres et surtout quant à la nature de l'activité.

On peut néanmoins dégager certaines données indicatives du volume et de la nature des plaintes dont l'Office est saisi.

L'Office a reçu et traité 138 plaintes écrites en 2002-2003 et 135 en 2003-2004.

Plusieurs de ces plaintes concernent des insatisfactions qui ne nécessitent pas toujours l'intervention de l'Office ou encore, elles peuvent se régler par une explication fournie par téléphone.

Néanmoins, il arrive que l'Office doive intervenir auprès d'un ordre pour favoriser le retour à une communication normale entre l'ordre et le plaignant ou pour assurer la progression du dossier dans les délais prévus. Ainsi, en 2002-2003 et 2003-2004, l'Office est intervenu respectivement 27 et 23 fois auprès des ordres professionnels soit dans moins de 19% des cas.

Les interventions consistent à entrer en contact avec l'ordre, la plupart du temps par écrit, pour le sensibiliser au besoin d'information d'un correspondant de même que pour rappeler les dispositions de la loi prévoyant certaines mesures d'information (Art. 123 et 123.1 du Code des professions). Pour s'assurer du suivi de l'intervention, l'Office informe le plaignant de sa démarche en l'invitant à lui signaler la persistance du



problème au-delà d'un délai donné qui est fixé en fonction de la situation à résoudre.

Généralement, ce qui amène le public à se plaindre à l'Office concerne les sujets suivants :

|  |     |
|--|-----|
| Réponse du syndic (délai)                    | 31% |
| Réponse du syndic (teneur, attitudes)        | 25% |
| Réponse du Comité de révision                | 7%  |
| Indemnisation/assurance                      | 5%  |
| Conciliation/arbitrage/décision et processus | 5%  |
| Comité de discipline (décision, délais)      | 3%  |
| Divers                                       | 24% |

De plus, l'Office reçoit et traite chaque année plusieurs centaines d'appels téléphoniques concernant des demandes de renseignements. Toutes ces actions sont bien sûr menées dans l'esprit de la déclaration de services aux citoyens de l'Office.

**P.74** Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires au Conseil des ministres à l'égard desquels l'Office des professions a émis des commentaires et nature de ces commentaires.

---

**Au cours de l'exercice financier 2003-2004, aucun commentaire n'a été émis par l'Office des professions du Québec sur un ou des mémoires déposés auprès du Conseil des ministres.**

P.75 Bilan de la réalisation du Plan d'action ministériel sur la mise à jour du système professionnel québécois incluant un état de situation pour chacun des six projets.

---

### **Mise à jour du système : le plan d'action ministériel**

En novembre 1999, la ministre responsable de l'application des lois professionnelles a rendu public un plan de mise à jour du système professionnel. Ce plan tient compte de l'avis que l'Office des professions avait donné sur le sujet en 1997 et des réflexions suscitées depuis. Il vise également à ce que le système professionnel dispose, le plus possible, des moyens nécessaires pour prendre acte des besoins que provoque l'évolution de notre société moderne à tous les points de vue et qu'il soit capable d'y adapter ses mécanismes.

Le plan d'action comporte six projets qui répondent chacun à des attentes clairement exprimées par les principaux partenaires et acteurs du système. Quatre concernent l'ensemble du système professionnel alors que deux ont une portée sectorielle. Chaque projet s'articule également autour de trois objectifs, soit :

- l'assouplissement et l'allégement du cadre réglementaire;
- l'efficience accrue des mécanismes de protection du public prévus par le *Code des professions*;
- la plus grande ouverture des milieux professionnels à la coexistence de plusieurs disciplines (multidisciplinarité) et à la mise en commun de leurs compétences respectives (interdisciplinarité).

#### **Projet 1 – L'allégement du cadre réglementaire des professions et de son processus d'adoption**

Un premier groupe de travail constitué principalement de représentants des ordres professionnels s'est consacré à réviser les diverses dispositions législatives édictant les obligations faites aux ordres en vue de faciliter et de rendre plus efficace l'accomplissement de leur mission. Les travaux se sont échelonnés sur deux ans. Les orientations envisagées ont fait l'objet d'une consultation générale des ordres sur divers sujets, notamment sur un allégement des processus réglementaires, un meilleur contrôle des candidats à l'exercice de la profession et des membres de l'ordre, ainsi que des mesures mieux adaptées aux impératifs de mobilité des professionnels.

Le rapport propose près de deux cents recommandations dont la plupart appellent des modifications au Code des professions. L'Office a préparé un projet préliminaire de Code modifié visant à donner les suites appropriées à ce rapport. Des consultations auprès de plusieurs ordres professionnels ont été effectuées au printemps 2003. Cet exercice a permis de constater l'adéquation entre les modifications suggérées au Code et les recommandations formulées. Le projet devrait bientôt être soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles, avant qu'on procède à une consultation auprès de l'ensemble des ordres professionnels.

#### **Projet 2 – L'amélioration des mécanismes de contrôle : l'inspection et la discipline**

Un autre groupe de travail, constitué dans le même esprit que pour le projet 1 s'est penché sur les améliorations à apporter aux principaux mécanismes de contrôle de l'exercice professionnel, soit l'inspection professionnelle et la discipline. Plus précisément, les recommandations se rapportent à un bureau du syndic mieux organisé, plus cohérent et mieux outillé et visent à rendre le comité de discipline plus efficace et rapide.

Les réflexions et consultations ont été menées en suivant le même modèle que pour le volet 1. Les modifications à apporter au Code font l'objet actuellement d'un dernier examen avant d'être soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles en vue de procéder à une consultation plus formelle de l'ensemble des ordres professionnels.

### **Projet 3 – De nouvelles formes juridiques pour l'exercice des professions**

Le Projet de loi 169 a été présenté à l'Assemblée nationale le 1er décembre 2000 et adopté en 2001. Il a mené à l'introduction au Code des professions de la faculté, accordée à chacun des ordres professionnels, d'autoriser par règlement ses membres à exercer leurs activités professionnelles au sein de deux types de sociétés: la société en nom collectif à responsabilité limitée et la société par actions. Ce régime nouveau est notamment caractérisé par un aménagement plus souple qu'auparavant de la responsabilité professionnelle.

La loi elle-même comporte peu de prescriptions, sinon l'obligation pour le membre qui se conforme aux conditions d'autorisation de le déclarer à l'Ordre et, surtout, celle de fournir et maintenir une garantie contre la responsabilité professionnelle (une assurance notamment), pour la société, en guise de contrepartie à la suppression du droit de faire appel au patrimoine de chacun des professionnels du groupe, étranger ou pas à l'acte fautif. Du reste, la loi laisse intacte l'imputabilité individuelle et la responsabilité de chaque professionnel, en regard des activités qu'il accomplit lui-même ou sous sa supervision.

Ainsi habilités, plusieurs ordres professionnels ont entrepris d'examiner les conditions à prévoir pour l'autorisation y incluant les adaptations aux règles déontologiques qui deviendraient requises, quant à la dénomination sociale et aux honoraires notamment. L'Ordre des comptables agréés a, depuis février 2003, un règlement d'autorisation approuvé par le gouvernement et en vigueur, alors que celui du Barreau, approuvé récemment par le gouvernement, devrait entrer en vigueur dans quelques jours.

D'autres projets sont à différentes étapes du processus d'adoption, dont ceux du Collège des médecins, des arpenteurs-géomètres, des comptables généraux licenciés, des dentistes, des ingénieurs, des notaires, des opticiens d'ordonnances, des pharmaciens, des médecins vétérinaires, des podiatres, des optométristes, des architectes, des agronomes et des audioprothésistes.

### **Projet 4 – Soupeser les bénéfices nets du système professionnel**

Le quatrième projet vise à doter le système d'un outil de mesure pour en arriver à évaluer ses bénéfices nets pour la population. À cette fin, l'Office a demandé à un économiste d'identifier les paramètres d'analyse qui permettront d'en dégager les avantages socio-économiques. Les travaux ont permis de développer un cadre d'analyse des facteurs à considérer pour une évaluation avantages-coûts. Cet exercice a toutefois fait ressortir que l'évaluation de ces avantages se heurte à de nombreuses difficultés conceptuelles et factuelles.

### **Projet 5 – Révision des champs de pratique**

#### **• Révision du champ de pratique des architectes**

La Loi sur les architectes a été modifiée par l'Assemblée nationale en décembre 2000. Cette révision de la loi avait pour but de remplacer les normes désuètes qui balisaient alors le domaine d'intervention de l'architecte et que beaucoup trouvaient trop restrictives, notamment l'Ordre des technologues professionnels. La loi libéralise dans une certaine mesure la pratique de l'architecture là où d'autres règles offrent les garanties nécessaires pour la protection du public. La loi prévoit l'obligation pour l'Ordre des architectes d'autoriser des personnes autres que des architectes à exercer

certaines activités réservées aux architectes, selon un mécanisme réglementaire d'application connu au sein du système professionnel. La loi prévoyait également qu'un rapport ministériel devait être présenté à l'Assemblée nationale dans les 2 ans de l'entrée en vigueur de la loi, soit en décembre 2002.

Un rapport a effectivement été déposé à l'Assemblée nationale en décembre 2002. Le rapport mentionnait notamment qu'aucun règlement n'avait été adopté par l'Ordre des architectes et qu'aucun jugement ne pouvait par conséquent être porté quant à l'application du mécanisme d'autorisation d'acte. Un projet préliminaire de règlement transmis à l'Office s'est révélé nettement insuffisant en ce qu'il n'autorisait véritablement aucun acte professionnel à qui que ce soit.

Une Commission parlementaire s'est tenue en février 2003 sur cette question sans qu'il puisse y avoir consensus sur les modifications à apporter. Au contraire, les architectes se sont montrés opposés à tout nouveau partage de leur domaine d'exclusivité alors que d'autres intervenants ont fait d'autres commentaires. Notamment, l'Union des producteurs agricoles a demandé une libéralisation totale en ce qui a trait aux bâtiments agricoles et les designers d'intérieurs ont réclamé le retrait du design d'intérieur du champ de l'architecture.

La poursuite de ce dossier est problématique et l'Office entend compléter sa consultation auprès de l'ensemble des ordres professionnels pour tirer un bilan des revendications de l'ensemble des ordres. Il s'agit d'établir des priorités en fonction de l'urgence d'intervenir pour assurer la protection du public d'une part, et de la disponibilité des ressources de l'Office pour traiter l'ensemble des dossiers d'autre part. Ce dossier va être intégré à la planification stratégique de l'Office 2004-2007.

#### • Révision du champ de pratique des ingénieurs

Depuis plusieurs années, l'Ordre des ingénieurs fait valoir un décalage important entre l'exercice moderne du génie et la loi qui en régit la pratique.

En avril 2001, l'Office a produit un document de travail dans lequel il propose 4 orientations de base devant servir à la révision de la loi :

- 1- définir un champ descriptif de la pratique des ingénieurs qui tienne compte des méthodes propres à ce domaine ;
- 2- définir des activités réservées non pour l'ensemble du génie mais par domaine particulier du génie ;
- 3- à partir des actes réservés identifier les exceptions permettant aux autres professionnels d'exercer leurs compétences ;
- 4- assouplir l'exercice du génie en entreprise par le recours aux technologues.

Sur la base de ces recommandations l'Ordre des ingénieurs et celui des technologues acceptent que soit confié à un Comité d'experts le soin d'analyser ces orientations et de proposer des voies de mise en œuvre. Une première réunion d'experts est tenue en juillet 2001 et elle n'a pas permis de faire progresser la réflexion. Par la suite, l'Office a engagé un consultant pour effectuer des recherches en vue de documenter et préciser davantage les orientations soumises.

En décembre dernier, l'Office a vérifié auprès de l'Ordre des ingénieurs son intérêt à reprendre l'exercice visant à réviser le champ d'exercice des ingénieurs à partir des travaux réalisés par le consultant. La proposition de l'Office visait également à augmenter de 3 à 5 le nombre de membres du Comité d'experts, soit 3 ingénieurs et 2 technologues professionnels.

L'Ordre des ingénieurs et l'Ordre des technologues professionnels ont accepté la proposition de l'Office et collaboré à la désignation des experts désignés par l'Office. Le Comité d'experts a tenu sa première rencontre le 6 avril 2004. Il est encore trop tôt pour pouvoir évaluer la durée des travaux et établir un échéancier de réalisation, compte tenu de l'ampleur du mandat.

## **Projet 6 – La mise à jour de l'organisation professionnelle du secteur de la santé et des relations humaines**

### **Premier rapport : Le secteur public**

Plus de la moitié des professions réglementées au Québec sont reliées à la santé (26/45). Pour la plupart, leur champ d'exercice a été fixé en 1973 et n'a pas été substantiellement revu depuis. Il fallait donc revoir ces champs, non seulement pour éliminer certaines barrières liées à leur définition, mais surtout pour tenir compte de l'évolution considérable des connaissances des professionnels, des techniques, des façons de faire et aussi des besoins du milieu.

En novembre 1999, un Groupe de travail ministériel sur les professions de la santé et des relations humaines a été constitué pour examiner la situation et présenter des solutions. Il a remis un premier rapport en décembre 2001; il recommandait notamment des modifications aux champs d'exercice des professionnels œuvrant dans le réseau public de la santé: diététistes, ergothérapeutes, infirmières et infirmiers, infirmières et infirmiers auxiliaires, inhalothérapeutes, médecins, orthophonistes et audiologistes, pharmaciens, physiothérapeutes, technologistes médicaux, technologues en radiologie. À la suite de ce rapport, l'Office a reçu le mandat de procéder à une consultation et de proposer des modifications législatives qui fassent en sorte que la mise à jour des champs d'exercice permette l'évolution des pratiques professionnelles et crée un contexte favorable à la multidisciplinarité.

La Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé (2002, chapitre 33) a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en juin 2002. Ses principales dispositions sont entrées en vigueur en janvier 2003, à la suite d'un décret gouvernemental.

L'entrée en vigueur de la Loi a entraîné des effets sur la réglementation. Des modifications ont dû être apportées à diverses dispositions réglementaires de manière à assurer la continuité des soins et des services et à préserver les droits acquis. Il reste encore certaines situations à corriger et l'Office est en relation constante avec les ordres professionnels concernés et les institutions du réseau de la santé pour apporter les correctifs appropriés.

### **Deuxième rapport : La santé mentale, les relations humaines et le secteur privé**

Les travaux visaient cette fois la modernisation des champs d'activités des professionnels œuvrant dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines de même que les professionnels de la santé œuvrant principalement en cabinet privé. Les problématiques visées et l'état de situation de ce dossier ont fait l'objet d'une fiche distincte, soit la P-77.

P.76 État de situation sur la mise en œuvre de la Loi 90, *Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé*, et indiquer:

- a) État d'avancement des travaux sur l'article 37.1 de la loi qui doit entrer en vigueur à une date qui reste à déterminer, indiquer l'échéancier prévu pour sa mise en vigueur;
- b) État d'avancement des travaux sur l'article 12 de la loi qui doit entrer en vigueur à une date qui reste à déterminer, indiquer l'échéancier prévu pour sa mise en vigueur.

### État de situation sur la mise en œuvre du projet de la Loi 90

Les dispositions du projet de la Loi 90 sont entrées en vigueur aux dates prévues au décret gouvernemental 1465-2002 du 11 décembre 2002, soit le 30 janvier 2003 et le 1er juin 2003 à l'exception de l'article 37.1, sous-paragraphe i) du paragraphe 3° du Code des professions et de l'article 12 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8).

En ce qui concerne le sous-paragraphe i) du paragraphe 3° de l'article 37.1 du Code des professions, il s'agit de la réserve de l'activité suivante : « procéder à des manipulations vertébrales et articulaires, lorsqu'une attestation de formation lui est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe o) de l'article 94 ». Au moment de son entrée en vigueur, cette disposition législative sera applicable aux membres de l'Ordre de la physiothérapie et aura pour effet que ceux et celles qui désireront exercer cette activité devront détenir une attestation de formation délivrée par l'Ordre.

Au moment de décréter l'entrée en vigueur des dispositions de la Loi 90, l'Ordre des chiropraticiens s'est opposé à ce qu'une telle activité soit confiée aux membres de l'Ordre de la physiothérapie. C'est pour cette raison que l'entrée en vigueur de cette disposition a été retardée. Toutefois, dans les faits, l'introduction de cette activité à la liste des activités réservées aux membres de l'Ordre de la physiothérapie venait simplement confirmer un arrêt de la Cour d'appel du Québec dans l'affaire *Thomas c. Ordre des chiropraticiens du Québec* (2000) R.J.Q. 625.

Pour ce qui est du nouvel article 12 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers, la modification a pour effet de ne plus obliger le Bureau de l'Ordre des infirmières et des infirmiers d'adopter un règlement déterminant, parmi les actes réservés à ses membres, ceux qui peuvent être posés par toute personne qui n'est pas membre de l'Ordre, notamment les infirmières et infirmiers auxiliaires.

Actuellement et indépendamment de l'entrée en vigueur de cet article, cette obligation n'est plus requise, compte tenu, d'une part, des nouvelles activités qui sont réservées aux infirmières et infirmiers auxiliaires en vertu du paragraphe 5° de l'article 37.1 du Code des professions et, d'autre part, du fait qu'il n'y a plus de puéricultrices ou garde-bébés. Quoi qu'il en soit, le paragraphe h de l'article 94 du Code des professions permet, si nécessaire, à l'Ordre des infirmières et infirmiers d'autoriser les infirmières auxiliaires ou d'autres personnes à exercer des activités réservées aux infirmières.

Par ailleurs, au moment de décréter l'entrée en vigueur des dispositions de la Loi 90, il a été convenu de conserver l'actuel article 12 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers, puisque c'est en vertu de cet article que le Règlement sur les actes visés à l'article 36 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers qui peuvent être posés par des classes de personnes autres que des infirmières et des infirmiers a été adopté. Or, ce règlement doit demeurer en vigueur afin de préserver le droit des infirmières auxiliaires de poser deux actes non couverts par la Loi 90, à savoir : surveiller une perfusion intraveineuse et en maintenir le débit et enlever une perfusion intraveineuse si administrée à l'aide d'un cathéter de moins de 5 pouces.

P.77 État de situation du deuxième rapport Bernier. Échéancier prévu pour chacun des ordres professionnels visés. État de situation des consultations et échéancier de mise en œuvre du rapport incluant les prévisions de dépôt de projets de loi.

---

## **Suivi au 2e rapport du groupe de travail ministériel sur les professions de la santé et des relations humaines**

### **1- Volet Santé mentale et relations humaines**

Les problématiques à régler dans le secteur de la santé mentale et des relations humaines ne sont pas de la même nature que celles relevées dans le domaine de la santé physique. Par exemple, on ne retrouve pas en santé mentale le caractère d'urgence qui prévalait en santé physique en raison notamment de la pénurie de main d'œuvre constatée dans plusieurs groupes de professionnels. De plus, la problématique du cloisonnement des champs d'exercice ne se pose pas parce qu'on y retrouve principalement des professions à titre réservé et les services sont actuellement offerts à la population en l'absence de toutes réserves exclusives d'activité.

Il faut se rappeler que la pratique professionnelle en santé mentale et en relations humaines a été traitée subséquentement à la santé physique. Les recommandations du groupe de travail ont soulevé plusieurs questionnements. C'est pourquoi, l'Office a procédé à l'automne 2002 à une consultation auprès des ordres professionnels concernés, des établissements du réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'auprès de certains organismes gouvernementaux responsables du respect des droits des citoyens.

On retient de ces consultations que des étapes de travail restent à franchir avant d'en arriver à l'élaboration d'un projet de loi visant à moderniser la pratique professionnelle dans ce secteur. Les recommandations contenues au rapport ne peuvent donc être adoptées telle que présentées. L'Office a donc vérifié, à la fin de l'automne 2003, auprès des ordres professionnels concernés leurs attentes quant à la poursuite des travaux en ce qui concerne la modernisation de leur champ d'exercice et la réserve d'activités professionnelles dans ce secteur.

À la suite de ces consultations, l'Office a proposé un plan d'action en vue de revoir la pertinence et d'actualiser les recommandations du 2<sup>e</sup> rapport du groupe de travail ministériel qui devraient notamment permettre de moderniser les champs d'exercice professionnels concernés.

À cette fin, un groupe expert en santé mentale a été constitué afin de conseiller l'Office. Sous la responsabilité d'une personne désignée par l'Office, le groupe est composé de la façon suivante :

- un noyau de 7 experts représentatifs des principales activités professionnelles du secteur de la santé mentale et des relations humaines (conseiller d'orientation, ergothérapeute, infirmière, médecin-psychiatre, psychoéducateur, psychologue et travailleur social);
- une personne désignée par le ministère de la Santé et des services sociaux;
- une personne désignée par l'Office des professions.

De plus, deux forums assumeront une fonction de validation au cours de l'évolution des travaux. L'un est constitué de représentants des ordres professionnels et l'autre regroupera des représentants du milieu des établissements et du milieu des organismes communautaires.



Ce plan d'action a été accueilli avec enthousiasme. Les ordres professionnels ont contribué activement à la composition du groupe expert et au démarrage des travaux. De fait, la première réunion du groupe s'est tenue le 27 février 2004 et des séances de travail sont déjà planifiées jusqu'en avril 2005 à raison d'une à deux réunions par mois. Les travaux se déroulent bien, mais il est encore trop tôt pour se commettre sur un échéancier de mise en œuvre des recommandations qui vont être produites par ce groupe expert.

Il est opportun également de souligner que les travaux de ce groupe expert se déroulent en même temps que ceux confiés à un comité de travail mis sur pied par le ministre de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en vue de revoir la façon dont les services en santé mentale sont dispensés par le milieu institutionnel. Les liens entre les deux équipes de réflexion sont assurés par le président du groupe mis sur pied par l'Office qui est aussi membre du comité formé par le MSSS.

## 2- Volet Secteur privé

Les éléments du deuxième rapport du Groupe de travail (rapport Bernier), rendu public en juin 2002, qui porte sur la définition des champs d'exercice des professionnels qui œuvrent dans le secteur privé, visent les professions suivantes : dentistes, hygiénistes dentaires, denturologistes, techniciens dentaires, optométristes, opticiens d'ordonnances, acupuncteurs, audioprothésistes, chiropraticiens et podiatres.

L'Office a mené une consultation sur les recommandations de ce groupe de travail, ce qui a mis en lumière de nombreuses zones de divergences quant aux changements à apporter aux champs d'exercice. En outre, les problématiques à résoudre apparaissent très variées et ne trouvent pas toujours leur solution dans une redéfinition du champ d'exercice. Pour certaines professions, les recommandations du Groupe de travail invitent davantage à une simple réécriture du champ actuel plutôt qu'à une redéfinition.

À la différence des ordres visés par la Loi 90, ceux qui œuvrent dans le secteur privé ne constituent pas un groupe homogène, partageant à la fois des clientèles et un lieu de travail communs. De plus, les difficultés vécues par chacune de ces professions ne sont pas de même nature. Dans le secteur privé et dans un contexte de libre entreprise, la modernisation peut être pertinente dans certains cas, mais ne revêt pas le même caractère d'urgence. Les changements aux champs d'exercice ont un effet potentiel sur le « marché » de ces professions dont la majorité (8/10) dispose d'une exclusivité de pratique, partagée ou non. Des changements ont récemment été apportés — optométristes, techniciens dentaires, podiatres — ou encore les dispositions législatives régissant la profession sont entrées en vigueur récemment, comme c'est le cas des acupuncteurs. Il peut donc ne pas paraître nécessaire de modifier les lois uniquement pour se conformer au nouveau modèle de rédaction introduit par la Loi 90.

En suivi du deuxième rapport, l'Office a envisagé de proposer des orientations fondées sur une identification des problèmes spécifiques à résoudre et des solutions à privilégier.

Dans le secteur dentaire, qui regroupe les dentistes, les hygiénistes dentaires, les denturologistes et les techniciens dentaires, les enjeux portent sur une plus grande reconnaissance du rôle et de l'autonomie des hygiénistes dentaires et sur l'accroissement de l'intervention des denturologistes dans différents domaines dont celui de la prothèse implanto-portée. Le résultat de l'examen des commentaires reçus lors de la consultation indique que des zones importantes de désaccord demeurent quant aux modifications à apporter dans ce secteur.

Dans le secteur oculovisuel dont les professions d'optométriste et d'opticien d'ordonnances font partie, l'enjeu principal concerne la contribution du personnel d'assistance aux activités réservées de vente, de pose et d'ajustement des lentilles ophtalmiques dans les cabinets d'optométristes; il s'agit de dégager les solutions qui vont satisfaire les deux ordres et d'identifier les moyens pour les mettre en œuvre, dans le respect des activités réservées aux opticiens d'ordonnances.

En podiatrie, l'enjeu principal est la capacité pour le podiatre de prescrire des analyses de laboratoire afin de compléter la récente révision de la liste des médicaments qu'il peut utiliser, administrer ou prescrire.

En chiropratique, les enjeux principaux ont trait à l'étendue du champ de pratique, notamment la capacité de prescrire des analyses de laboratoire et d'établir un diagnostic. Le manque de concordance entre les demandes de l'Ordre et les recommandations du Groupe de travail implique un examen attentif et une recherche de solution qui ne peuvent se faire rapidement. La question est devant les tribunaux.

Pour les autres professions concernées, soit les acupuncteurs et les audio-prothésistes, aucune modification des champs d'exercice n'est souhaitée par les ordres, ni n'apparaît nécessaire.

À compter de l'automne 2003, l'Office a poursuivi son analyse et a entrepris de consulter l'ensemble des ordres professionnels pour vérifier leurs besoins notamment à l'égard de la modernisation de leurs champs de pratique respectifs. Cet exercice devrait également permettre de dégager un bilan et d'élaborer un plan d'action visant à donner suite aux attentes des ordres professionnels en vue de mieux assurer la protection du public.

La consultation de l'ensemble des 45 ordres professionnels va se terminer en mai 2004 et l'Office va être en mesure de déterminer ses priorités d'action, non seulement à l'égard des ordres professionnels du secteur privé visés par le deuxième rapport du groupe de travail ministériel, mais également pour l'ensemble des ordres professionnels.

Les priorités vont nécessairement tenir compte de l'urgence d'agir en vue d'assurer la protection du public, mais également des enjeux rattachés aux interactions entre les ordres professionnels du même secteur d'activité, en tenant compte également des disponibilités des ressources de l'Office pour satisfaire aux nombreuses demandes d'intervention.

Il est encore trop tôt pour se prononcer sur un échéancier de réalisation puisque les analyses restent à faire d'autant plus que les problématiques à résoudre sont variées d'un secteur d'activités à l'autre et qu'il faudra sans doute avoir recours à des solutions inédites. Les orientations devraient être soumises au ministre responsable de l'application des lois professionnelles dans les meilleurs délais dans le cadre de la planification stratégique 2004-2007 de l'Office.

**P.78 Études, avis, recommandations à l'égard du projet de loi n° 41, *Loi modifiant le Code des professions*.**

---

Le projet de loi no 41 « Loi modifiant le Code des professions » origine des recommandations formulées en 2002 par deux groupes de travail formés par l'Office des professions en 2000. Ces deux groupes étaient composés de représentants du Barreau, de la Chambre des notaires, du Collège des médecins, de l'Ordre des comptables agréés, de l'Ordre des infirmières et infirmiers, de l'Ordre des évaluateurs agréés, de l'Ordre des inhalothérapeutes et de l'Ordre des psychologues, ainsi que d'une représentante du public et d'un président de comité de discipline.

Avant de formuler leurs recommandations finales, les membres des deux groupes de travail les ont soumises à la consultation des 45 ordres professionnels et du Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ), en décembre 2001. L'ensemble de ces recommandations et particulièrement celles contenues au projet de loi no 41 ont reçu un accueil très largement favorable. Les présidents de comités de discipline ont également été rencontrés.

Dans la foulée de ces recommandations, constatant l'urgence d'agir, le Collège des médecins puis le Barreau du Québec ont demandé que des modifications soient apportées à leur loi particulière afin de leur permettre d'intervenir rapidement auprès d'un membre dont l'état physique ou psychique est incompatible avec l'exercice de la profession, est déclaré coupable d'une infraction criminelle ou encore fait l'objet d'une décision disciplinaire. Étant donné l'enjeu pour la protection du public à l'égard de l'ensemble des 45 ordres professionnels, il fut décidé d'intégrer ces modifications au Code des professions, lui-même.

Ainsi, le projet de loi no 41 fait suite à ces demandes particulières du Barreau du Québec et du Collège des médecins. De nouvelles consultations des ordres professionnels et du CIQ sur ces demandes ont eu lieu récemment. Les ordres professionnels et le CIQ ont appuyé les propositions formulées.